

# Le prochain budget est l'occasion de tenir parole



En mars, le  
gouvernement  
libéral déposera  
son dernier budget  
avant l'élection. C'est  
l'occasion ou jamais  
pour lui de tenir ses  
engagements envers  
le secteur laitier.

Je vous cite mot à mot la réponse du premier ministre Trudeau à la question d'une productrice de lait, lors d'une rencontre publique à Saint-Hyacinthe le 18 janvier dernier :

« Avec l'AECG, le PTPGP et l'ALENA, nous avons demandé à trois reprises aux producteurs laitiers de céder un peu plus. Et je peux vous dire que nous ne demanderons rien d'autre. Parce que les ententes que nous sommes en train de négocier et celles qui suivront n'auront aucun effet sur les producteurs. C'est une promesse. Et nous veillerons à ce qu'il y ait une indemnisation appropriée, non pas déterminée par le gouvernement fédéral, mais par des producteurs laitiers comme vous. »

Tout est dans cette réponse. La reconnaissance que le secteur laitier a payé dans trois accords consécutifs le prix de la future prospérité économique du Canada. La promesse de nous épargner à l'avenir. Et l'engagement de nous indemniser pour nos pertes. Ces engagements sont totalement justifiés.

D'abord, parce que le secteur laitier figure parmi les plus grands contributeurs à l'économie canadienne, avec des retombées comparables en matière d'emplois, de contribution au PIB et de recettes fiscales à celles de l'aérospatiale, de l'automobile et de l'industrie forestière et loin devant celles des secteurs de l'acier et de l'aluminium réunis. Son apport est vital pour l'économie régionale, non seulement au Québec et en Ontario, mais partout au Canada. Dans sept provinces sur dix, la production laitière occupe un des deux premiers rangs pour les recettes agricoles.

Ensuite, parce que notre secteur fait preuve de dynamisme, de résilience et d'innovation, malgré les coups répétés qui lui ont été portés ces dernières années. Les producteurs de lait québécois, par exemple, ont investi de leurs poches plus d'un demi-milliard de dollars annuellement au cours des trois dernières années pour moderniser leurs installations, leurs équipements et leur machinerie. Imaginez ce qu'on pourra réaliser à l'avenir si on met fin à l'incertitude dans laquelle on nous a maintenus avec les négociations commerciales des dernières années et si on compense l'expropriation de nos marchés.

Enfin, parce que quoi qu'en disent nos détracteurs, la gestion de l'offre continue d'être la meilleure politique agricole pour assurer un juste revenu aux producteurs, sans coût pour le trésor public, et des aliments locaux de haute qualité, à juste prix, aux consommateurs. À l'heure où la question environnementale est si importante, la gestion de l'offre est aussi la plus efficace pour éviter la production de surplus, le gaspillage et pour réduire l'émission des gaz à effet de serre due au transport en favorisant la production locale. Bref, c'est un modèle d'avenir qu'il faut maintenir.

Pendant la dernière campagne électorale, en octobre 2015, le gouvernement conservateur avait fait l'annonce de programmes totalisant 4,3 G\$ afin d'indemniser les secteurs sous gestion de l'offre, principalement le secteur laitier, pour les pertes qui découleraient de l'AECG, avec l'Europe, et du Partenariat transpacifique (PTP). On connaît la suite. Les conservateurs ont perdu et les libéraux ont mis ces programmes à la poubelle.

Ce sont les libéraux qui ont finalement conclu et ratifié la nouvelle version du PTP en janvier 2018 et le nouvel ALENA, l'ACEUM, en octobre dernier. Seulement en pertes de marché pour les producteurs de lait canadien, les trois accords cumulés nous priveront de 450 M\$ de revenus bruts annuellement. Si on y ajoute les coûts de l'élimination de la classe 7 et de l'imposition d'une surtaxe sur nos exportations, la facture pourrait atteindre les 800 M\$ par an.

M. Trudeau a dit dans sa réponse à la question de la productrice que les indemnisations seraient déterminées non pas par le gouvernement, mais par des producteurs laitiers comme elle. Nous avons participé de bonne foi au groupe de travail mis en place par son gouvernement à cette fin. L'estimation des pertes à compenser à long terme a été faite selon les règles de l'art, de manière extrêmement rigoureuse. Le rapport du groupe de travail a été remis au ministre de l'Agriculture à la fin janvier.

S'il ne veut pas alimenter le cynisme des citoyens envers les politiciens et rendre justice aux producteurs expropriés au profit du pays tout entier, M. Trudeau doit tenir ses engagements dans le prochain budget.

*Bruno Létourneau*

président